



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la Coordination
et du soutien interministériels
Bureau de l'Environnement**

**Arrêté préfectoral du 22 AVR. 2026
portant mise en demeure à l'encontre de la Société Nouvelle Noréa
dont le siège social est situé à Mauléon
pour son site situé 15 rue du Grand Rosé à Louzy (79 100)**

**Le préfet des Deux-Sèvres,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.514-5 ;

Vu le tableau constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, annexé à l'article R.511-9 du Code de l'environnement ;

Vu le décret du Président de la République en date du 18 octobre 2023 portant nomination de Monsieur Patrick VAUTIER, en qualité de sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

Vu le décret du président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;

Vu le décret n° 2025-723 du 30 juillet 2025, modifiant le décret n°2007-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et en particulier son article 21 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et en particulier les articles 16 et 17 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 4311 du 14 février 2005 relatif à la poursuite après extension, de l'exploitation d'une usine de fabrication d'aliments pour le bétail sur la commune de Louzy, demande présentée par la société BELLANNE ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 5030 du 17 novembre 2010 relatif à l'autorisation accordée à la société BELLANNE SAS pour l'exploitation d'une usine de fabrication d'aliments pour le bétail située zone industrielle de Louzy sur la commune de THOUARS ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 5968 du 10 avril 2018 portant mise à jour du classement et mise à jour de l'étude de dangers des installations de la SAS BELLANNE autorisée à exploiter une usine de fabrication d'aliments pour le bétail, située 15 rue du grand Rosé sur la commune de Louzy ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 juin 2020 portant mise en demeure à l'encontre de la SAS BELLANNE exploitant une usine de fabrication d'aliments pour le bétail sur la commune de Thouars ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 octobre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Patrick VAUTIER , secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort ;

Vu La prise d'acte n° A6617 du 27 octobre 2025 relatif à la demande de changement d'exploitant au nom de la Société Nouvelle Noréa ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 20 mars 2026, consécutif à la visite d'inspection du site de la Société Nouvelle Noréa du 5 décembre 2025 ;

Vu le projet de mise en demeure transmis à l'exploitant le 23 mars 2026 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu la réponse apportée par l'exploitant durant la phase contradictoire le 3 avril 2026 ;

Considérant que conformément à l'article de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, les installations de protection contre la foudre doivent être vérifiées et que si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai d'un mois après la vérification ;

Considérant que le rapport de la dernière vérification complète de ces dispositifs réalisée par l'organisme BUREAU VERITAS le 28 août 2025 fait apparaître plusieurs non-conformités, ainsi que l'absence de certains documents dont le carnet de bord, les notices techniques des paratonnerres et les conditions de réalisation des prises de terre ;

Considérant qu'il est également précisé dans le rapport de vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre que la vérification était partielle de par l'absence d'accessibilité de la toiture qui n'a pas permis de vérifier l'ensemble des points réglementaires ;

Considérant que, conformément aux articles 16 et 17 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, les installations électriques doivent être contrôlées annuellement

pour vérifier leur conformité et que les rapports des dernières vérifications périodiques des installations électriques réalisées par l'organisme DEKRA le 29 septembre 2025 précisent la présence de non-conformités récurrentes qui nécessitent d'être mises en conformité et concluent que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion ;

Considérant que ces inobservations sont susceptibles de remettre en cause la prévention du risque d'incendie et d'explosion, ainsi que d'aggraver les risques de pollution des eaux et des sols et qu'elles constituent des écarts réglementaires sans solution rapide et susceptible de générer un impact ou un risque important ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la Société Nouvelle Noréa de respecter les prescriptions des articles susvisés afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres.

ARRÊTE

Article 1 – Dispositions de protection contre la foudre

La Société Nouvelle Noréa, dont le siège social est situé à Mauléon, pour son site situé 15 rue du Grand Rosé à Louzy (79 100), est mise en demeure à compter de la notification du présent arrêté de respecter les dispositions des articles 16 à 23 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé relatif aux dispositions de protection contre la foudre, selon les dispositions suivantes :

- Sous 3 mois, l'exploitant transmet le rapport de vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre permettant de justifier la conformité des installations.

Article 2 – Installations électriques

La Société Nouvelle Noréa, dont le siège social est situé à Mauléon, pour son site situé 15 rue du Grand Rosé à Louzy (79 100), est mise en demeure, à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions des articles 16 à 17 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé relatif aux installations électriques, selon les dispositions suivantes :

- Sous 15 jours, l'exploitant transmet les justificatifs de commande des actions correctives permettant la mise en conformité des installations électriques ;
- Sous 6 mois, l'exploitant transmet le rapport de vérification périodique des installations électriques permettant de justifier la conformité des installations.

Article 3 – Non respect de la mise en demeure

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 et 2 du présent arrêté dans les délais prévus par ces mêmes articles, des sanctions pourront être arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 –Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-1 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Article 4 –Information des tiers

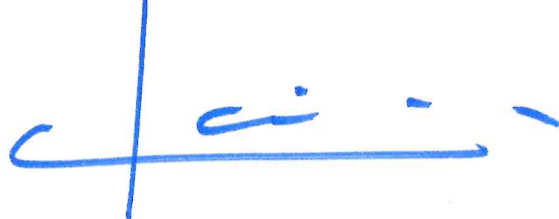
Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5–Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, la sous-préfète de l'arrondissement de Bressuire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de nouvelle-Aquitaine, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant et au maire de Louzy.

Niort, le 22 AVR. 2026

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,



Patrick VAUTIER